

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par **Georges VIDALENC (1885-1967)**

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière* (C.E.O.)
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

édité en 1969
par la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)
avec le timbre de la *Fédération du Livre C.G.T.-F.O.*

Chapitre 7^{ème}:

1940-1960 LA PENSÉE OUVRIÈRE FACE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans l'atmosphère à la fois trépidante et inquiète des dernières années de la Troisième République, alors que les menaces de guerre se précisent et que les idéologies politiques s'affrontent avec une particulière violence, il est malaisé de dégager les traits essentiels d'une psychologie qui serait purement ouvrière, d'hommes et de femmes ne se préoccupant que des problèmes du monde du travail. Les salariés de tout rang n'ont pas échappé aux craintes et aux enthousiasmes, aux inquiétudes et aux espérances, qui sont celles de tous les hommes de leur temps, de tous les citoyens de leur pays, et il leur est arrivé plus d'une fois de mettre en sommeil ou en veilleuse certaines de leurs revendications syndicales, de différer certaines actions, pour ne pas contrarier la tactique d'un groupe voisin et ami, ou par contre de s'associer étroitement à d'autres formations pour lancer un mouvement de protestation.

On l'avait vu nettement, en particulier, lors de la Grève générale et des manifestations populaires du 12 février 1934. Ce jour-là, les masses travailleuses étaient descendues dans la rue, non pour obtenir une quelconque augmentation de salaire, une réduction de leurs horaires de travail ou de meilleures conditions d'hygiène ou de sécurité, mais uniquement pour faire échec à la montée inquiétante du fascisme en France, pour s'opposer à la turbulence de ligues encouragées par de puissantes complicités administratives et financières, pour faire front devant l'assaut livré aux libertés démocratiques, surtout pour préserver leur entière liberté d'action syndicale. Et durant les années qui vont suivre, on retrouvera constamment les mêmes préoccupations, car la situation reste tendue, les ligues n'ont pas désarmé et les mouvements sociaux seront rarement exempts d'arrière-pensées politiques. Officiellement, la *Charte d'Amiens* représente toujours la doctrine de la C. G. T. réunifiée, mais elle est souvent oubliée ou débordée, en ce sens que le monde du travail, tout en refusant son adhésion en bloc et sans réserve à tel ou tel parti, reconnaissait la nécessité d'un certain climat démocratique et la valeur de certaines institutions pour la défense du droit syndical et la poursuite de son action personnelle, et qu'il entendait associer étroitement la défense de ces libertés à celle de ses intérêts de classe.

Cependant, il faut noter que le salarié de la base n'est nullement lié inconditionnellement aux équipes au pouvoir, même quand elles se parent d'étiquettes prometteuses. Si la guerre de 1914-18 l'a conduit à reconnaître «*le fait nation*» et le manque de consistance de certaines formules internationales, il est toujours mal satisfait de la place qui lui est faite dans le pays, comme des possibilités qui lui sont offertes dans un régime qui se prétend et peut-être se croit démocratique, mais dont les avantages sont trop souvent réservés, en fait, à une minorité, à ces «*deux cents familles*», à ces féodaux économiques, qui ont pris la place et adopté la mentalité des privilégiés de naissance de l'ancien régime et dont la domination est souvent rude et le comportement malveillant. Le travailleur sait qu'il appartient à l'entreprise, mais que l'entreprise ne lui appartient pas et il a l'impression d'y être brimé, exploité, méprisé, tout au moins de n'y être pas apprécié à sa juste valeur et payé à son juste prix. Il pense que le groupe industriel, la famille économique auxquels il collabore, l'accueillent seulement comme un instrument et non comme un être pensant. Dans les grandes usines dépersonnalisées, un ouvrier n'est qu'un rouage, dont on reconnaît certes l'utilité, mais qui n'a droit à aucune considération, dont on discute âprement la rémunération et auquel on marchandise les avantages. Aussi éprouve-t-il à l'égard des maîtres et dirigeants de l'économie capitaliste, des sentiments complexes dans lesquels la sympathie n'a que peu de part.

Cette position n'est pas une simple manifestation de mesquine envie et il n'y a ni bassesse, ni ridicule dans cette attitude des travailleurs. En présence des dures réalités économiques et sociales, les salariés ont pris conscience de leur valeur et de leur force trop souvent mal appréciées et mal employées. Ils demandent une plus équitable répartition des biens de ce monde à la production desquels ils collaborent activement, ils aspirent à des satisfactions et des jouissances qui ne sont pas uniquement matérielles et ils ne considèrent pas comme providentielle et définitive une organisation sociale qui les a trop longtemps maintenus dans une condition inférieure. Qu'on ne s'y trompe pas! nombre d'ouvriers et d'employés sont capables d'observation et de réflexion et la plupart des autres sentent obscurément l'injustice d'un destin qui les prive de toute espérance et les voue à une situation, que l'on honore certes en paroles, mais dont s'écartent en fait tous ceux qui en ont la possibilité. Il ne manque pas de textes édifiants ou pathétiques sur la grandeur, la noblesse, la sainteté du travail, mais les classes bourgeoises font tous leurs efforts pour se dispenser du travail manuel et pour en écarter leurs enfants; elles acceptent bien de tenir le porte-plume ou le tire-ligne, mais revêtir le bleu de travail ou manier l'outil constitue à leurs yeux une sorte de déchéance. Au reste, les manuels qui ont eux-mêmes peu de chances de s'en affranchir rêvent d'un meilleur destin pour leurs enfants.

Bon observateur des classes ouvrières, Maurice Halbwachs a bien montré les servitudes de leur destin, tout ce qu'il y a encore de douloureux dans la condition des travailleurs de la base, artisans nécessaires mais ignorés ou méprisés de l'activité économique. Essentiellement, le syndicat a été une réaction de défense, même s'il a été lent à s'organiser et à déterminer ses méthodes d'action:

«Les ouvriers les plus pauvres, les plus mal payés, ceux qui étaient soumis aux conditions de travail les plus dures, ou bien ont fait preuve d'une inertie ou d'une passivité quelquefois déconcertante, - comme dans les travaux à domicile ou l'industrie textile, - ou bien se sont révoltés mais d'une façon brutale, en brisant les machines, en détruisant tout, sans aboutir à aucun résultat durable et sont retournés à leur passivité.

C'est en somme dans les parties supérieures de la classe ouvrière que les organisations se sont d'abord formées et cela s'explique: pour constituer un syndicat il faut, non seulement se trouver à un niveau de vie relativement plus élevé et il faut avoir conscience de tout ce que comporte et entraîne ce niveau, de tout ce qu'il permet aussi, des possibilités qu'il offre» (521).

Dans ces luttes sociales, l'arme la plus efficace c'est la grève, dont Halbwachs dira:

«Malgré quelques objections que l'on adresse à ces mouvements tumultueux, première forme sous laquelle la classe ouvrière a été appelée à prendre conscience d'elle-même, il n'en est pas moins vrai que les grèves répondent à une nécessité dans l'organisation économique moderne... Certes, il y en a beaucoup qui échouent, mais il y en a cependant un grand nombre qui réussissent, d'où il résulte que le progrès dans la situation des travailleurs, qui s'est réalisé au 19^{ème} siècle de façon presque continue, ne s'obtient pas de façon automatique; il n'y a pas de relèvements de salaires, de changements dans la condition des travailleurs, qui n'aient nécessité les luttes, qui n'aient été obtenus par l'effort concerté de la classe ouvrière» (522).

Malgré ces progrès, dans la grande entreprise dépersonnalisée, le salarié reste considéré comme un

(521) M. Halbwachs, «*Les classes sociales*», Cours de la Sorbonne, 1943, p.145.

(522) M. Halbwachs, p.141.

élément de l'équipement industriel, un poste dans la comptabilité et non comme un être humain. Là encore nous pouvons avoir recours à Halbwachs:

«Bien que quelques patrons, quelques grandes sociétés aient prévu des secours, des indemnités, des retraites pour les travailleurs âgés, bien qu'ils se soient efforcés d'attacher à l'usine les ouvriers par l'institution de maisons ouvrières, ceux-ci n'ont pas attribué d'importance à ces œuvres, ou se sont défiés de ce qui était comme un retour au régime patriarcal d'autrefois, qui ne correspond plus aux conditions modernes. Ils savent qu'il n'est tenu aucun compte du temps qu'ils ont passé à l'usine ou dans la profession, que la même quantité de travail, qu'elle soit fournie par l'ouvrier âgé ou jeune, est payée suivant le même taux et qu'on remplace, sans regret et sans forme, un vieux travailleur par un nouveau. Non seulement le temps n'ajoute rien à leur valeur pour le patron, mais leur application et leur habileté ne leur procurent pas un traitement de faveur, une sorte d'avancement au choix. Que le salaire soit au temps ou aux pièces, l'essentiel est qu'une certaine quantité soit journalièrement livrée et que ces produits soient conformes à un tel type. S'ils sont en deçà, l'ouvrier est passible d'amendes et de réductions, s'ils sont au delà, s'ils sont plus achevés, faits avec plus de soin, l'ouvrier n'est ni mieux payé, ni félicité» (523).

En fait c'est tout le problème de la productivité et de la répartition des profits supplémentaires qu'elle peut apporter qui se posait; on n'en comprenait peut-être pas encore toute l'importance, mais déjà les salariés, et pas seulement les militants syndicaux, avaient pu constater à maintes reprises que les efforts supplémentaires qu'ils fournissaient ne leur apportaient que des avantages limités et temporaires, que de nouvelles normes de rendement et de nouveaux taux d'affûtage, ne tardaient pas à diminuer des salaires et des primes qu'ils auraient eu lieu de croire plus stables. Même les fameuses «boîtes à idées», l'encouragement aux suggestions d'amélioration technique n'avaient pas donné les résultats escomptés, parce que les récompenses étaient souvent trop chichement calculées et parce qu'elles pouvaient provoquer dans l'entreprise des conflits d'amour-propre et d'autorité, dont le travailleur de base était, en fin de compte la victime. Quant aux problèmes humains que posaient les rapports hiérarchie et exécutants dans l'usine ou le magasin, ils étaient trop fréquemment mal compris ou médiocrement résolus.

Évidemment, ce qui était possible au temps de l'artisanat, des petits ateliers, de la fabrication de pièces uniques sur commande individuelle ne l'était plus dans l'usine et la fabrication en grande série, mais les employeurs et dirigeants auraient dû prendre souci de la disparition de certains éléments intellectuels et affectifs et comprendre que l'ouvrier, dont le métier constitue la préoccupation essentielle et le centre d'intérêt quotidien, pouvait se sentir mal à l'aise et presque étranger dans la grande entreprise qui l'emploie et où il passe, ne l'oublions pas, huit heures sur vingt-quatre chaque jour. Il faut songer à ce que peut représenter d'amertume une condition dont on ne peut guère espérer sortir, celle d'ouvrier voué à des besognes de faible intérêt et sans perspective d'avenir.

Certes, de telles rancœurs n'apparaissent pas toujours en pleine lumière dans les conflits du travail ou dans la discussion des conventions collectives, mais elles n'en existent pas moins et dans les années 1930 elles ne sont pas étrangères au succès de la propagande communiste et à l'emprise du parti dans les milieux ouvriers. Évoquer devant les classes prolétariennes ou les travailleurs de la base, une société sans classes, des entreprises gérées par la collectivité elle-même, dans le seul souci de l'intérêt commun et sans recherche de profit personnel, des possibilités multiples d'accession aux postes de responsabilité, de direction technique et politique, un reclassement social fondé sur le seul mérite, il y a de quoi faire battre les cœurs, enflammer les esprits, fouetter les énergies, provoquer de grands élans et susciter des dévouements et des sacrifices. Sans doute, des voix discordantes se faisaient aussi entendre, qui déclaraient que ce n'était là qu'un idéal encore lointain ou même de simples discours de propagande, que dans la réalité le travailleur soviétique menait une existence difficile, non exempte de privations et de tracasseries, pour ne pas dire plus, et pour prétendre qu'aux anciennes classes disparues, s'était substituée une nouvelle classe de bureaucrates, techniciens ou permanents de l'appareil politique et policier, nantis de privilèges en tous genres, qui étaient en fait les vrais et seuls profiteurs du régime et dont le comportement ne manquait ni d'arbitraire, ni de dureté.

Mais surtout les menaces de guerre pesaient sur toute l'Europe et la France en était durement secouée, d'autant plus durement qu'elle n'avait plus, en face du péril possible, la relative unité de 1914 et que les positions des partis et des classes sociales s'opposaient âprement. Cette guerre menaçante, que beaucoup craignaient, mais que certains appelaient de tous leurs vœux, ne serait pas le simple choc de deux

impérialismes soucieux de gagner des territoires, de se procurer des matières premières ou de se réserver des marchés privilégiés, elle serait aussi, et même surtout, une guerre idéologique qui opposerait deux systèmes d'organisation politique, deux styles de vie, deux conceptions du monde et de ce que doit être une société humaine. Chacun des adversaires éventuels multipliait ses efforts de propagande pour gagner des partisans actifs et des alliés, pour neutraliser ou paralyser des ennemis possibles.

Dans ce climat tourmenté, le monde ouvrier perdait un peu de vue ses problèmes propres pour s'engager à fond, en toute bonne foi et avec enthousiasme et désintéressement, suivant son habitude, dans les conflits qui surgissaient: pour ou contre Franco en Espagne, pour ou contre le fascisme en Allemagne, en Autriche, en Italie, pour ou contre les accords de Munich à propos du conflit des Sudètes. On put bien voir alors, notamment en 1938 et 1939, que l'unité syndicale reconstituée en 1936 n'était qu'un leurre et une pure apparence. Unité n'entraînait ni compréhension, ni sympathie, ni véritable union, pas même simple tolérance, les assemblées syndicales prenaient de plus en plus figure de réunions politiques, avec grande profusion d'éloquence et abondance de lieux communs, avec maintes violences verbales et physiques. Et dans le même temps, ce qui était moins spectaculaire, mais sans doute plus dangereux, des groupements ou des fractions, des cellules ou des rayons, manœuvraient avec adresse et persévérance pour conquérir les situations-clés, les postes de confiance ou d'influence, ce qui permettait à des minorités ardentes, bien disciplinées et peu scrupuleuses, d'entraîner de nombreux syndicats vers des décisions inattendues, que la grande masse des adhérents n'avait certes pas voulues, mais dont elle ne voyait pas toujours la portée et qu'elle n'osait pas combattre.

Ce noyautage réussit de façon incontestable, et c'est là un événement et une leçon à ne pas oublier. Nombre de syndicats, nombre d'Unions locales ou départementales, nombre de Fédérations passèrent ainsi sous direction communiste, non que les communistes y fussent les plus nombreux, mais parce qu'ils y étaient incontestablement les plus assidus et les plus dynamiques. Leur tâche se trouvait facilitée parce qu'ils rencontraient dans les organisations plus de syndiqués passifs que de véritables syndicalistes. Depuis les exaltantes journées de juin 1936, depuis les accords Matignon, la C.G.T. avait vu ses effectifs se gonfler de façon sensationnelle, cela avait permis la publication de statistiques et de courbes impressionnantes, de célébrer *«le triomphe du syndicalisme»*, de connaître une aisance de trésorerie jusqu'alors ignorée dans ces milieux, mais ces constatations, pour encourageantes qu'elles fussent, ne révélaient qu'un des aspects du syndicalisme et il n'en fallait pas méconnaître d'autres, qui étaient infiniment moins satisfaisantes. Les nouvelles recrues, en effet, *«la promotion Blum»*, ignoraient tout du syndicalisme et de son organisation, des traditions et des luttes ouvrières, elles venaient au syndicat comme à une sorte de bureau d'assurance, bien persuadées qu'elles entraient dans un secteur protégé, que désormais elles n'auraient à s'occuper de rien et que le bureau syndical suffirait pour défendre et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Beaucoup de ces tard-venus étaient les ouvriers de la onzième heure, ceux qui courent au secours du vainqueur, alors que tout danger a disparu, et parce que cela comporte avec le minimum de risques et d'efforts, le maximum d'avantages, d'autres étaient simplement des suiveurs qui voulaient faire *«comme tout le monde»*, et il n'est pas surprenant que nombre d'entre eux se soient laissés séduire par les slogans de propagande que des orateurs bien endoctrinés leur répétaient à satiété. Faute d'esprit critique, faute de réflexion, beaucoup de groupements syndicaux devinrent alors de simples succursales de groupements politiques dont ils adoptaient les mots d'ordre impérieux et changeants.

Georges Lefranc a clairement montré l'orientation que les éléments communistes donnaient à ce syndicalisme de masse:

«Les syndicalistes communistes se font les propagandistes du Front Populaire, ils essaient de déborder les socialistes, qu'il s'agisse de formuler les revendications ouvrières, de défendre l'Espagne républicaine contre Franco ou de s'affirmer en face de l'Allemagne hitlérienne. La grève, dans ces conditions, devient un moyen de pression politique destiné à entraîner les gouvernements plus loin qu'ils ne voulaient initialement aller. Mais on prend soin de toujours mettre en avant les revendications immédiates et de susciter des réflexes sentimentaux au lieu d'entreprendre des campagnes doctrinales pour des réformes de structure: au Front Populaire de 1935-37, les communistes sont d'accord avec les radicaux pour ne pas effaroucher les masses, en réclamant les nationalisations que préconisent la S.F.I.O. et les planistes de la C.G.T.» (524).

Quelques éléments syndicaux s'efforçaient pourtant de réagir, de résister à cette emprise et de la limiter, notamment l'équipe qui dirigeait alors *«Syndicats»* sous la direction de René Belin, un des secrétaires de la Confédération, mais ils obtenaient difficilement l'audience de masses peu habituées à la réflexion en

(524) G. Lefranc, *«Les expériences syndicales françaises (1939-1950)»*, Paris, 1950, p.17. On trouvera une analyse analogue, et concordante, dans le livre d'André Delmas, ancien secrétaire du *Syndicat National des Instituteurs: «A gauche de la barricade»*, Paris, 1950.

matière économique et sociale, qui, s'étant jusqu'alors tenues à l'écart de la vie syndicale, en ignoraient les traditions et les obligations, qui grisées par le succès de 1936, se laissaient fanatiser, croyaient que tout était possible, en se refusant d'ailleurs souvent au moindre effort personnel.

Au moment de Munich, notamment, en 1938, on vit bien que deux tendances s'opposaient farouchement dans la C.G.T. reconstituée, et que cette divergence de vues ne s'était pas produite à propos d'un problème purement syndical, mais sur la question du maintien de la paix que le destin des populations sudètes mettait en péril. Le Congrès de Nantes, en 1938, mit en lumière l'opposition irréductible de deux tendances, en complet désaccord sur les moyens de combattre le fascisme en plein essor et d'éviter une seconde guerre mondiale.

Mais à ce même congrès, le rapport financier permit aussi de constater la chute catastrophique des effectifs syndicaux. Après les adhésions massives, par dizaines et mêmes centaines de milliers, était venu le reflux: désenchantement de ceux qui trouvaient que cela n'allait pas assez vite, ni assez loin, craintes de timorés ressaisis par leur habituelle inquiétude devant les résistances patronales et par leur esprit de soumission, découragement aussi de certains qui s'affligeaient et s'inquiétaient de ne plus trouver dans ces syndicats agrandis aux directions nouvelles, l'atmosphère de franche camaraderie, de libre discussion et de tolérance compréhensive qui était de règle dans les milieux ouvriers. Les clairvoyants prévoyaient déjà une possible rupture de l'unité, si péniblement reconstruite, ou une chute plus vertigineuse encore des effectifs, qui contraindrait les vrais syndicalistes à préciser leur doctrine et à revoir leurs moyens d'action, qui les obligerait à porter une attention plus soutenue à ces programmes d'éducation ouvrière et de formation des militants, qu'ils applaudissaient chaleureusement dans tous leurs congrès mais dont ils surveillaient mal la mise en application et pour la réalisation desquels ils n'avaient pas toujours su consentir en temps utile les sacrifices nécessaires, ni montrer une sympathie vraiment agissante.

La preuve était faite que les salariés français étaient entrés en masse, mais mal informés, dans des syndicats et une Confédération, mal préparée eux-mêmes à les recevoir, que le mouvement syndical manquait de cadres de qualité et que, malgré l'énergie et le dévouement de militants, qui travaillèrent jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, les nouveaux venus n'avaient pas toujours eu la possibilité, ou la volonté, d'apprendre l'A.B.C. du syndicalisme, les éléments essentiels de son histoire, les rudiments de droit ouvrier ou d'économie politique dont ils avaient besoin, ni surtout d'acquérir les qualités d'esprit et de caractère indispensables, de comprendre qu'être syndiqué, cela oblige. Par contre, on voyait qu'ils avaient été facilement séduits et entraînés par des orateurs diserts ou véhéments, plus soucieux d'effets de tribune que d'informations contrôlées, plus intéressés par l'action politique que par l'action ouvrière et qui, tout en flattant et même flagornant les masses populaires, détentrices de toute sagesse, les méprisaient souverainement, ne se souciaient guère de les instruire et se bornaient à les diriger suivant les indications du Kominform.

Beaucoup de syndiqués démissionnaient, les uns avec éclat, les autres en se retirant discrètement. Phénomène déjà observé en d'autres temps et d'autres circonstances, mais qui prenait une ampleur exceptionnelle et donnait à réfléchir.

«Les syndicats en France ont toujours eu des fluctuations d'effectifs, suivant les cycles d'espoir ou de doute, mais la nouvelle masse syndiquée (après 1936), sans esprit syndicaliste, bercée de slogans provisoires, est encore plus versatile. L'organisation bureaucratique qui l'encadre, le monopole de la pensée communiste dans les grandes organisations, sont des freins à toute évolution interne. Les masses réagissent d'une manière féminine à leurs échecs, qui sont généralement transformés en victoires "pour le communiqué". Elles ne critiquent pas. Il faudrait pour cela que, de leurs rangs, surgissent des élites nouvelles, or la bureaucratie communiste veille pour empêcher un tel malheur. Alors, "elles votent avec leurs pieds", pour rappeler une pittoresque image de Lénine. Dans la seule année 1938, la C.G.T. perd 3.000 syndicats sur 18.000» (525).

Il était trop tard pour regretter une union mal assortie et s'étonner de certaines incompatibilités, le mal était fait et les événements qui se précipitèrent, ne permirent pas de tenter un redressement. La crise latente

(525) Michel Collinet, *«Masses et Militants. La bureaucratie et la crise du mouvement syndical français»*. Revue d'histoire économique et sociale, 1951.

révélée aux plus aveugles par les débats du Congrès de Nantes, en 1938, et par l'échec de la grève générale de novembre de la même année, éclata brutalement en 1939.

23 août 1939. Signature du pacte germano-soviétique, au moment où la menace hitlérienne se précise sur la Pologne, sous le prétexte de Dantzig et tandis que la France et la Grande-Bretagne tentaient de négocier un accord militaire avec l'U.R.S.S. afin d'opposer une résistance commune aux ambitions hitlériennes.

25 août. Déclaration de Maurice Thorez affirmant que les communistes seront au premier rang pour la défense du pays contre Hitler.

2 septembre. Invasion de la Pologne par l'Allemagne, à laquelle la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre et, le même jour, vote des crédits militaires au Parlement français, avec l'appui des communistes.

Une seconde fois, en moins de quarante ans, une grande crise internationale vient bouleverser l'évolution normale des civilisations, le rythme paisible et fécond du travail et de la pensée, l'existence difficile, mais paisible, des foules ouvrières et paysannes, pour lancer les peuples les uns contre les autres dans des batailles meurtrières et destructrices. Les masses populaires sont spontanément et sentimentalement pacifistes et se proclament volontiers internationalistes, mais elles sont aussi, à l'occasion, traversées et entraînées par des courants nationalistes et cocardières, surtout si on leur présente un objectif de noble ampleur: défendre des nations opprimées, affranchir des peuples esclaves, combattre pour le droit et la civilisation, lutter contre la tyrannie et le fascisme et pour la liberté. Cette fois encore, comme en 1914, la mobilisation française s'accomplit sans à-coups, ni protestations, mais avec beaucoup moins d'enthousiasme et d'élan, sans fleur au fusil sans chansons patriotiques et sans cris de «*A Berlin*», car on savait davantage ce qu'était une guerre moderne, les hasards terribles qu'elle comportait, les ruines et les deuils qu'elle entraînait et on n'ignorait pas non plus de quel prix il faudrait payer une victoire, dont la plupart cependant ne doutaient pas.

Comme en 1914, l'organisation ouvrière fut réduite à l'impuissance: mobilisation d'effectifs nombreux, dispersion des militants et difficulté des liaisons, incertitudes et perplexité de nombreux travailleurs de la base qui comprenaient mal le revirement russe et l'attitude d'aveugle adhésion des communistes français à la politique des Soviets, inquiétudes qui se répandirent dans tous les esprits pendant la période tourmentée de la mobilisation et des premiers combats, puis durant cette période d'inactivité des armées en présence, de septembre 39 à mai 1940, durant cette «*drôle de guerre*» comme la qualifia Roland Dorgelès.

Il faut ici rappeler quelques faits trop oubliés:

Le 17 septembre 1939, les armées russes entraient en Pologne, sous un ironique prétexte de sauvegarde, et cela donne tout son sens au pacte Molotov-Ribbentrop.

Le 18 septembre, le *Bureau onfédéral* de la C.G.T. (tout au moins les six membres non communistes) (526), vota une résolution contresignée ailleurs par quelques membres de la *Commission administrative* qui se trouvaient à Paris. Prenant acte du pacte, «*trahison envers les prolétaires que l'on avait appelés à se dresser contre le nazisme*» la résolution précisait:

«Devant cette situation douloureuse, le Bureau Confédéral déclare qu'il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu, ou pas pu, condamner une telle attitude, brimant les principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier».

Cette résolution fut approuvée et confirmée par la *Commission administrative* du 25 septembre. C'était en fait la seconde scission dans le mouvement syndical, car la presque totalité des communistes ou communistes restèrent fidèles au mot d'ordre du parti ou n'osèrent pas le désavouer. (Le *Comité Confédéral National* du 15 janvier 1940 devait, à l'unanimité, ratifier la décision du bureau et de la commission administrative. Les communistes étant évidemment absents). Le 26 septembre 1939, le gouvernement prononça l'interdiction du parti communiste qui se constitua d'ailleurs immédiatement en groupe ouvrier et paysan, lequel lança le 1^{er} octobre, son appel en faveur de l'ouverture de négociations pour la paix. Dès le 28 septembre, une déclaration commune de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. avait réglé le problème de la Pologne, disparue comme État indépendant, et accessoirement celui de la Lituanie.

Le 4 octobre, Maurice Thorez désertait, se réfugiait dans la clandestinité et gagnait la Russie.

Le 28 octobre, Molotov réclamait la paix en Occident (527).

Les Français, mobilisés ou non, connaissaient assez mal ces épisodes, dont le numéro clandestin des «*Cahiers du Bolchévisme*» diffusé en janvier 1940, leur fournira d'ailleurs des explications fantaisistes et embarrassées. L'homme de la rue, cependant, se sentait troublé et inquiet, il comprenait mal ce qu'on attendait de lui, trop de formules contradictoires lui étaient offertes: guerre pour la défense des libertés démocratiques, conspiration judéo-maçonnique contre la paix, guerre de ploutocraties impérialistes, trop de choses lui apparaissaient obscures, équivoques, anormales. Toutefois, comme le gouvernement dans ses déclarations, la presse et la radio, chaque jour, lui répétaient sans cesse que tout allait bien, «*que le temps travaillait pour nous*», que «*nous vaincrions parce que nous étions les plus forts*», que la puissance hitlérienne était menacée par la famine, par l'indiscipline et le mécontentement populaire, le Français moyen se laissait aller à une paresseuse torpeur dont il fut tragiquement tiré par la violente attaque allemande du 9 mai 1940.

Nous n'avons pas à raconter ici l'histoire de la guerre, ni la recherche des causes et des responsabilités de la défaite, ce n'est pas notre propos. Nous n'évoquerons pas davantage les semaines tragiques et douloureuses de mai et juin 1940, l'avance rapide des divisions blindées allemandes, les bombardements des Stukas, les retraites de nos armées trop souvent changées en déroutes, le lamentable exode des populations civiles sur les routes et parfois leur fuite éperdue, les insuffisances, les erreurs, même les défaillances et les abandons d'un commandement et d'une administration incapables ou débordés, les Allemands poussant victorieusement, et trop facilement, en quelques semaines jusqu'à Bordeaux et à Lyon, la chute de Paris, l'écroulement du régime et le renoncement de la majorité des parlementaires, l'effarement de tout un peuple, désesparé parmi les ruines et les deuils.

Dans cette tragédie, il n'y eut pas, il ne pouvait pas y avoir, d'opinion spécifiquement ouvrière, de comportement strictement syndical, chaque salarié étant atteint comme homme, comme citoyen et comme Français, tout autant que comme producteur. Dans le désastre du pays, dans la désorganisation qui sévissait partout, dans la dispersion qui paralysait tous les groupements dépourvus de tout moyen de liaison, il n'y eut plus que des réactions individuelles ou de petits groupes, formés suivant les caractères et les sympathies et le plus souvent suivant les circonstances et le hasard des rencontres dans les départements de repli.

C'est seulement quelques semaines après l'armistice qu'on pourra essayer de faire le point, quand les populations évacuées ou en fuite auront, pour la plupart, regagné leurs foyers souvent détruits ou ruinés, quand la vie économique esquissera une légère reprise, avec les encouragements et sous le contrôle de l'occupant, quand le lourd appareil militaire allemand sera mis en place, quand l'*État français* aura pris la place de la *Troisième République* et commencera à se manifester par l'établissement d'un nouveau régime, l'emploi d'une nouvelle phraséologie et la mise en place de nouvelles équipes aux postes de commande.

Aucune illusion n'était d'ailleurs possible, quand à l'orientation que le nouveau gouvernement entendait donner à sa politique intérieure. On ne pouvait pas ignorer que le maréchal valétudinaire porté au premier rang était un adversaire décidé de la démocratie et des libertés républicaines comme des organisations syndicales et le défenseur convaincu de certaines traditions et hiérarchies sociales périmées, son entourage était significatif et ses thuriféraires, qui étaient légion et parfois bien compromettants, montraient bien quelles directions il jugeait bénéfiques. Sans doute le maréchal parlera abondamment de sa sympathie pour le monde du travail, mais en laissant clairement entendre que ce monde du travail doit se tenir à sa place qui est modeste, qu'il doit par conséquent se montrer humble et soumis, respectueux des autorités et des consignes et s'en remettre, pour conduire ses destinées et assurer son bien-être, aux représentants des cadres sociaux consacrés, parmi lesquels les plus qualifiés sont naturellement l'Armée, sans oublier la Marine, l'Église et la Police. Tout naturellement, Pétain retrouvait sans peine la mentalité, le ton, les directives et l'aveuglement de Mac Mahon et il comptait bien que cet *État français*, dont il rêvait depuis longtemps, réaliserait enfin ce que l'*Ordre moral* de 1876 n'avait pas réussi.

Avec les encouragements naturellement et aux applaudissements de tous ceux qui n'avaient jamais accepté la République et la Démocratie, les réformes sociales et la promotion ouvrière, qui surtout n'avaient pas pardonné juin 1936; des patrons grands et petits qui n'avaient rien compris et rien appris et rêvaient d'un pouvoir fort dans les usines comme dans le pays, des ruraux, gros propriétaires ou petits exploitants

(527) On consultera utilement sur cette période les ouvrages de A. Rossi: «*Deux ans d'alliance germano-soviétique*», Paris, 1949; «*Le pacte germano-soviétique: l'histoire et le mythe*», Paris, 1954.

également ignorants des vrais aspects de la condition ouvrière et qui jalousaient les travailleurs de l'industrie, des bourgeois timorés, des administrateurs sclérosés épris de routines qu'ils qualifiaient de traditions. Et cela faisait déjà beaucoup de monde! Ces ralliés du début rencontrèrent, comme on pouvait s'y attendre, la complicité d'un abondant état-major d'hommes politiques mal satisfaits, d'intellectuels aigris, caducs ou âprement ambitieux, de dirigeants ecclésiastiques plus catholiques que sociaux malgré leurs déclarations, et encore plus politiques que catholiques, qui cherchaient revanche de la *Séparation*, de salonnards à la nullité distinguée, qui se croyaient «*vieille France*» et n'étaient que vieilles badernes, de hauts fonctionnaires, civils et surtout militaires, traditionnellement hostiles à la République, qui les avait pourtant choyés sans prudence et récompensés au delà de leurs mérites. Cela faisait des auditoires compacts pour applaudir aux homélies larmoyantes du Maréchal et aux mesures par lesquelles il prétendait réaliser une Révolution nationale, cela représentait surtout beaucoup d'appétits qui se ruaient à la curée des places et des emplois, des grades et des missions, des honneurs et des prébendes.

Si quelques-uns voyaient dans cette prétendue Révolution une promesse d'apaisement et de paix sociale par le retour à des disciplines et à des vertus en lesquelles ils avaient confiance, si nombre de braves gens que la défaite avait accablés, se sentaient rassérénés parce qu'ils pensaient qu'honneur, droiture et loyauté sont les accompagnements inévitables des hauts grades militaires, pour beaucoup cette aventure, quelque douloureux qu'en soient certains aspects, était tout simplement une revanche, la reconquête du pouvoir et des places, des gros traitements et des menus avantages, tout cela très appréciable en cette période d'austérité qui s'annonçait sévère, quelques-uns enfin célébraient «*la divine surprise*» qui réalisait le rêve de toute leur vie et ils pensaient que ce n'était sans doute pas payer trop cher de la ruine et peut-être du démembrement de la France, la chute d'un régime abhorré.
